Affirmation

Israël est un Etat d’apartheid dans lequel la population non juive, en particulier la population arabe, est défavorisée et où les Arabes sont des citoyens de seconde zone, affirment régulièrement les opposants à l’Etat juif.

Les faits

Israël est une démocratie parlementaire – la seule au Moyen-Orient – avec une population d’environ 9,6 millions d’habitants. Parmi eux, 7,1 millions sont juifs (73,6%) et 2,03 millions sont arabes (21,1%). Les 513 000 habitants restants (5,3%) appartiennent à d’autres groupes de population.

Tous les Israéliens, indépendamment de leur religion ou de leur appartenance ethnique, jouissent des mêmes droits civils, notamment le droit de vote, ainsi que d’autres libertés civiles. Les Arabes israéliens sont représentés au Parlement israélien par leurs propres partis. Les Arabes israéliens ont également occupé des postes ministériels et d’autres postes importants au sein de différents gouvernements israéliens. Le service militaire dans l’armée israélienne (Israel Defense Forces IDF) est volontaire pour les Arabes israéliens, alors qu’il est obligatoire pour la population juive et druze.

Antécédents

En raison des persécutions des Juifs et de l’antisémitisme dans de nombreux pays européens, le journaliste autrichien Theodor Herzl a rédigé en 1896 un livre intitulé « L’État juif – Essai de solution moderne de la question juive ». L’année suivante, en 1897, Herzl a invité 200 représentants du judaïsme au 1er Congrès sioniste à Bâle, où il a appelé à la création d’un État juif indépendant en Palestine, qui faisait alors partie de l’Empire ottoman. Le territoire de la Palestine comprenait l’actuel Israël, Gaza, la Cisjordanie ainsi que l’actuelle Jordanie. Après la fin de la Première Guerre mondiale (1914-1918) et la chute de l’Empire ottoman, la Société des Nations a accordé en 1922 à la Grande-Bretagne, puissance victorieuse, un mandat pour l’administration de la Palestine. Le traité de mandat stipulait la création d’un foyer national pour les Juifs. Le gouvernement britannique avait déjà soutenu cette idée en 1917 dans la déclaration dite de Balfour.



Décision de partage des Nations unies 1947 © UNO

La décision finale en faveur de la création d’un État a été prise deux ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale au sein de l’ONU, l’organisation qui a succédé à la Société des Nations. Le 29 novembre 1947, les États membres de l’ONU se sont prononcés par 33 voix contre 13 et 10 abstentions en faveur de la division de la partie de la Palestine située à l’ouest du fleuve Jourdain en un État juif et un État palestinien. La ville de Jérusalem, qui était sacrée pour les juifs, les chrétiens et les musulmans, devait être placée sous une administration internationale. Dans la partie de la Palestine située à l’est du Jourdain, le royaume de Jordanie, dont la population était également composée à 80% de Palestiniens, avait déjà été créé avec l’accord de la Grande-Bretagne. Les Etats-Unis et l’Union soviétique, entre autres, ont voté en faveur du plan de partage, tandis que les Etats islamiques tels que l’Arabie saoudite, la Turquie, la Syrie, l’Iran, le Pakistan, le Yémen, le Liban et la Syrie s’y sont opposés pour la plupart. Les représentants palestiniens et la Ligue arabe s’y sont également opposés.

Les frontières entre Israël et la Palestine, définies par l’ONU, étaient basées sur la majorité de la population de chaque territoire. Le territoire destiné à Israël comptait

alors 600 000 Juifs. En Cisjordanie et à Gaza, qui devaient devenir le nouvel État palestinien, vivaient 1,2 million d’Arabes.

En termes de superficie, Israël était certes plus grand que le territoire prévu pour l’État palestinien, avec 56,47% de la superficie totale. Mais environ deux tiers du territoire désigné par l’ONU pour Israël étaient constitués de désert. Seul un tiers de la superficie totale d’Israël était constitué de terres fertiles bordant la Méditerranée et la vallée du Jourdain, avec le lac de Ginereth (Génézareth) à l’intérieur des terres. En revanche, le territoire destiné à l’État palestinien était en grande partie une terre fertile, avec seulement une petite pointe au sud dans le désert du Néguev.

En raison du refus des États arabes de reconnaître la décision de l’ONU et l’État d’Israël, le plan de partage du 29 novembre 1947 n’est jamais devenu réalité. Lorsqu’Israël a déclaré son indépendance six mois plus tard, le 14 mai 1948, les armées égyptienne, jordanienne, syrienne, irakienne et libanaise ont envahi le pays nouvellement créé le lendemain pour tenter de le détruire. La guerre s’est terminée au printemps 1949 par la victoire d’Israël.



Mythen und Fakten zur Gründung des Staates Israel



Das Regierungs- und Justizsystem



Zionismus – die Notwendigkeit eines eigenen jüdischen Staates



Warum Israel als Startup-Nation erfolgreich ist



Auch in Israel ist Jude nicht gleich Jude



Israel Defense Forces IDF – ihre ethischen Richtlinien und der Krieg in Gaza